

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

9^{me} ANNEE — N° 100

LE NUMERO :

15 mars - 28 mars 1971

0,50 F - 5 F. B.

EN POLOGNE : De la mitraille aux camps de travail

"Le Monde" du 2 mars 1971 nous apprenait que « des camps de travail à caractère éducatif » seront créés en Pologne pour les "éléments sociaux incorrigibles". Après la mitraille distribuée aux prétendus « hooligans » responsables des récentes émeutes dans les ports de la Baltique, les nouveaux dirigeants, tout en étant obligés de supprimer les augmentations des prix, n'ont pas perdu de temps pour se préoccuper de l'avenir. Plus question désormais de désordres !

A défaut de capitaux, la Pologne, comme la plupart des pays de l'Est, a besoin de mobiliser toutes les forces productives, d'augmenter la productivité des entreprises, leur rentabilité, afin de pouvoir écouler à l'extérieur des produits compétitifs. Aussi,

afin d'organiser la production, le nouveau gouvernement commence-t-il par « planifier » la répression. Le même numéro du "Monde" nous annonçait que le Conseil des Ministres avait prévu à cet effet un projet de loi par étapes : « l'avertissement accom-

» pagné d'une proposition de travail régulier ; le récidiviste sera pourvu d'un "tuteur social" chargé de le suivre pendant un maximum de 3 ans ; enfin, les éléments incorrigibles seront déferés devant le tribunal qui pourra les condamner à un séjour dans un "centre de travail éducatif" ».

Nul doute que l'éducation que recevront ces éléments incorrigibles (c'est-à-dire les ouvriers réclamant du pain et mécontents des cadences demandées) se composera de coups de bâton et de la glorification de l'économie nationale que tout stalinien se propose de développer. "Le Monde" précise encore que, « placés sous la surveillance directe du ministre de l'Intérieur, ces camps fonctionneront à proximité des chantiers de terrassement ou de travaux routiers susceptibles de fournir un travail rémunéré aux délinquants. Le séjour dans ces camps sera de 3 ans et pourra être renouvelé en cas de mauvaise volonté. » Voilà pour le capital de la future main-d'œuvre à bon marché ! Quant à la mauvaise volonté c'est la même que celle dont les ouvriers en grève ont fait preuve pour reprendre le travail après les émeutes.

De telles mesures ne font que refléter la nécessité pour l'Etat polonais d'assurer, comme tout Etat bourgeois, la paix sociale après la peur du mois de décembre, en tentant de briser les tentatives d'organisation et de regroupement des ouvriers, tels que les comités de grève. Mais quelles que soient les illusions entretenues par les nouveaux dirigeants essayant de prouver que les émeutes et les troubles ne sont que le fait d'éléments incorrigibles, les contradictions du développement capitaliste et l'impatience dans laquelle se trouve l'économie polonaise, dévoileront un peu plus le mensonge du « socialisme dans un seul pays ».

A bas l'ordre bourgeois !

Un instant rendue suspecte par l'affaire Guiot et les exhortations du secrétaire de l'U.D.R. Tomasini, la justice s'est refait une virginité. Guiot libéré et Tomasini ayant fait amende honorable, la magistrature peut regagner ses fauteuils et reprendre ses graves et hypocrites délibérations. La masse des sages lycéens a repris ses études et les démocrates indignés sont rassurés : nous avons une justice juste.

Pourtant, derrière cette vague d'indignation qui a gagné les Proviseurs et les parents d'élèves et le simple mouvement de solidarité des lycéens envers leur camarade, perce la volonté de certains lycéens et de jeunes ouvriers qui ont participé aux manifestations pour la libération de Guiot, de s'insurger non pas contre une erreur de la justice, mais contre la justice bourgeoise elle-même. Ceux-là sont restés totalement désemparés par le reflux complet du mouvement lorsque, Guiot ayant été libéré, tous les démocrates satisfaits sont rentrés prudemment chez eux.

Nous leur disons qu'ils doivent rompre ce front démocratique dans lequel on les enferme ; qu'ils sont perpétuellement trahis (consciencièrement ou non, peu importe) par les organisations du P.C.F., mais aussi par celles qui se disent plus révolutionnaires, les groupes dits gauchistes. Ces dernières, prétendant dépasser le mot d'ordre légalitaire « libérez Guiot », n'ont avancé que des mots d'ordre du type : « dissolution des brigades spéciales », tout à fait utopiques et qui ne servent en réalité qu'à propager des illusions sur la nature de l'Etat en faisant croire qu'un Etat plus démocratique est possible.

Tant que vit le capitalisme, l'Etat ne peut que remplir sa fonction : maintenir debout la baraque où le prolétariat est contraint à l'esclavage salarial (ce qui constitue la première violence de cette société) et où de nombreuses couches sociales sont écrasées. Contre la révolte des forces sociales opprimées, le plus démocratique des Etats, armé jusqu'aux dents, est toujours prêt à échanger son masque démocratique contre la matraque et le fusil. Cela, il le fait le plus possible au nom de la loi, car il dispose d'une arme beaucoup plus puissante qu'une armée de « brigades spéciales » : toutes les illusions répandues dans le prolétariat sur la démocratie grâce à la complicité des partis dits ouvriers.

Mais même si les ouvriers n'ont pas encore opposé à toute la propagande pacifiste et légalitaire leur propre programme politique, ils sont contraints dans leurs luttes de répondre par la violence à la violence du capitalisme dans les grèves et les émeutes qui se développent partout dans le monde. Ils utiliseront demain des moyens encore plus antidémocratiques et illégaux pour briser tout l'appareil légal de la démocratie et instaurer leur propre dictature.

S'ils étaient au pouvoir quand le prolétariat s'attaquera à l'ordre en mettant en péril la « prospérité nationale », les démocrates « avancés » n'auraient d'autre but que de le réprimer comme l'on toujours fait leurs semblables dans l'histoire.

Aujourd'hui, le principal obstacle à la constitution du prolétariat révolutionnaire réside dans les illusions que les ouvriers conservent sur les possibilités d'une démocratie « avancée » et sur l'action des partis qui offrent cette perspective. Toute propagande ou mot d'ordre qui ne dénonce pas ces illusions (quels que soient les buts dans lesquels ils sont développés) retardent cette préparation révolutionnaire en laissant la combativité prolétarienne s'amalgamer aux luttes sans issue de la petite-bourgeoisie démocrate.

L'ordre bourgeois maintenu par l'Etat, sa police, son armée, ne sera abattu que par le prolétariat révolutionnaire contre les démocrates défenseurs de la prospérité nationale et de la légalité. C'est à ses côtés, sur son programme, que doivent se ranger les ennemis sincères de l'ordre capitaliste.

Si seulement l'impérialisme pouvait être pacifique !

Comme nous l'avions prévu - et c'était facile - la guerre gagne toute la péninsule indochinoise. Naturellement, les éléments pacifistes redoublent de vigueur.

"Lutte Ouvrière" se joint à ce concert larmoyant et platonique. L'éditorial du N° 128 s'intitule : « Ne laissons pas l'impérialisme U. S. étendre la guerre ». Tout le volontarisme du petit-bourgeois éclate ici, volontarisme d'autant plus bruyant que le terrain d'opération est plus éloigné. Rien ni personne ne fera reculer l'impérialisme en chef, sauf le prolétariat mondial et en premier lieu le prolétariat américain. Mais comme le prolétariat mondial tarde à réapparaître sur la scène, on espère que son rôle pourra être tenu par d'autres forces que lui. Ainsi le mouvement pacifiste pourrait en quelque sorte servir de relai à la révolution, la préparer et, pourquoi pas, en faire l'économie. En fait, il n'en est rien et les éléments radicaux qui commencent à se dégager des luttes aux U. S. A. doivent rompre avec ce pacifisme précisément.

L'illusion mortelle que le « combat » pacifiste est la préfiguration du combat socialiste enchaîne le prolétariat à des couches sociales qui, n'étant pas directement intéressées à la poursuite de la guerre, sont cependant farouchement attachées à ce qui en est le fondement c'est-à-dire le système capitaliste. Parmi les « pacifistes », il y a cette fraction de la bourgeoisie qui vise d'autres marchés que les commandes d'armement de l'Etat, il y a tous ceux qui s'opposent à la guerre du point de vue des intérêts nationaux américains. "L. O." les décrit fort bien : « Déjà aux yeux de la majorité de l'opinion publique américaine, rien ne justifie cette guerre coûteuse et sans issue. » Coûteuse sans doute, mais aussi source de surprofits permettant de résorber une partie importante du chômage ; sans issue pour ceux qui voient dans la guerre un accident de parcours et non l'état normal de l'impérialisme. Aujourd'hui en effet, l'important pour le capital n'est pas de conquérir des colonies, mais de trouver des débouchés pour sa surproduction de marchandises et de capitaux ; c'est à cette surproduction que la guerre d'Indochine apporte une solution provisoire, en attendant que la crise mondiale mette à l'ordre du jour un conflit infiniment plus étendu... A l'époque impérialiste, l'issue de la guerre est secondaire, ce qui importe c'est sa fonction économique. Complètement à côté du problème, "L. O." écrit : « Certes, son énorme puissance d'armements lui permet de tenir et de tenter de se dégager de cette impasse par des offensives militaires aussi violentes que limitées, mais elle ne lui permet pas de gagner. »

Le simple fait que la guerre dure et s'étend est une victoire pour l'économie des U.S.A., ou du moins pour la partie (toujours plus importante) qui travaille pour la guerre. Que peut bien signifier « gagner » autrement ? "L.O." s'imagine peut être que les U.S.A. veulent envoyer des colons sur ces terres brûlées et empoisonnées ? N'est-ce pas plutôt que les trotskistes s'imaginent que le combat du Vietnam oppose deux systèmes sociaux différents et qu'ils souhaitent la victoire du plus « progressiste » ? Alors il faudrait qu'ils soient logiques avec eux-mêmes et qu'ils renoncent à leurs alliés « pacifistes » et aux appels douloureux à l'opinion mondiale : « l'impérialisme U.S. doit aussi faire face à l'hostilité d'une grande partie de son opinion et à la réprobation de l'opinion mondiale. »

Deux choses peuvent arrêter la guerre d'Indochine : la première, que les intérêts dominants du capital U.S. deviennent incompatibles avec sa poursuite, la seconde que la crise sociale pose à la bourgeoisie américaine des problèmes urgents. Inutile de dire que seule la seconde intéresse les révolutionnaires et sa préparation passe par la lutte contre le pacifisme sous toutes ses formes. Aux U.S.A., au sein de l'impérialisme le plus développé, le prolétariat est plus seul que nulle part ailleurs, sa faiblesse actuelle le met à la remorque de mouvements bourgeois ou petit bourgeois ; il ne trouvera sa force qu'avec son indépendance politique.

LETTRÉ D'ITALIE

Grenades et anti-communisme

Un an après l'attentat de Milan, qui fit douze morts, la police tue, toujours à Milan, un jeune manifestant ; le 5 février, en Calabre, à Catanzaro, une manifestation ouvrière est attaquée à la grenade et un ouvrier du bâtiment est tué. Malgré les protestations, malgré les promesses et les beaux discours des « responsables », la tension sociale et politique est devenue de plus en plus aiguë, et le Capital n'hésite pas à recourir à des nervis fascistes et à des

provocateurs pour mater les ouvriers. Des manifestations et des piquets de grève attaqués, des ouvriers et des militants « gauchistes » menacés et molestés : tout ceci indique que la tension a atteint un degré tel que la bourgeoisie est parfois obligée d'utiliser des moyens de pression et de répression n'entrant pas dans le cadre de la constitution et des institutions.

Quelle est l'origine de cette tension ? Qu'est-ce qui inquiète la bourgeoisie italienne ?

Après les grèves de l'automne 1969 et le renouvellement des conventions collectives le patron n'a pu faire aboutir la manœuvre traditionnelle : reprendre, par l'augmentation de la productivité, l'accélération des cadences et la prolongation de l'horaire de travail, les « concessions » faites aux ouvriers. Et ce alors que l'augmentation du coût de la vie réduisait à néant les augmentations des salaires et stimulait la combativité de classe. Les grèves ont donc continué : des grèves tournantes, bien sûr, des grèves fractionnées, divisées par l'opportunisme syndical, mais qui ont pourtant réussi dans certaines entreprises à s'étendre et à atteindre

un haut niveau de combativité (Fiat en juin-juillet, Pirelli et Alfa-Romeo en novembre-décembre, Sit-Siemens, etc.).

Dans une situation intérieure qui empêche le capitalisme de contre-attaquer et de récupérer rapidement, dans une situation internationale qui suscite les plus vives inquiétudes, dans une conjoncture économique qui montre des signes de récession sur le marché mondial, la bourgeoisie italienne se rend compte qu'elle est une des plus faibles et des plus exposées à une crise. En 1970, alors que les importations augmentaient de 21 %, les exportations n'ont augmenté que de 9,3 % ; la balance commerciale italienne a un passif de 833 milliards de lires pour les 10 premiers mois de 1970, contre

192 pour la même période de 1969. L'exportation, cette soupape de sécurité qui permit au capitalisme italien de surmonter la conjoncture difficile de 1964, semble aujourd'hui, dans un contexte international de concurrence plus acharnée, être beaucoup moins sûre.

Il a suffi d'une année d'affaires un peu plus difficiles pour inspirer aux Cassandres de la presse bourgeoise les plus sombres pronostics, et pour les exciter contre les ouvriers, « coupables » de réclamer des augmentations de salaires trop élevées et des réductions d'horaires incompatibles avec les intérêts de l'économie nationale.

Le président de la Confindus-

(Suite page 4)

syndicat de classe

Pour une C. G. T. rouge ; pour l'unité prolétarienne, contre le front syndical avec les organisations jaunes (F. O. et C. F. D. T.) ; pour l'unification et la généralisation des luttes revendicatives, contre le réformisme et les grèves tournantes ; pour la direction révolutionnaire des masses prolétariennes et leur émancipation du capitalisme, formons des groupes du Parti communiste international dans la C. G. T. !

SUPPLÉMENT AU " PROLÉTAIRE "
 Organe du Parti Communiste International

N° 20 — 15 mars - 11 avril 1971

Correspondance : " le prolétaire " - B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT

Après le discours de Séguy à Grenoble :

Quelle unité ?

Le « formalisme », la « routine », l'« étroitesse de vue », « voire l'intolérance » ont été fustigées par Séguy lors du congrès C.G.T. de la métallurgie, à Grenoble le mois dernier. A lire son discours, on croirait qu'un vent nouveau va se lever dans la vieille centrale, balayer toutes ces tares trop connues, donner la parole à la « base » en l'invitant à formuler elle-même ses revendications et les moyens de les défendre.

En réalité, le plus modeste délégué d'entreprise sait par expérience qu'à la C. G. T. le moindre débat sur ces sujets, fait surgir, à peine amorcé, des opinions intolérables pour ses chefs. S'ils n'étaient assurés d'avance de la « mise en condition » de leurs interlocuteurs comment pourraient-ils soutenir que les revendications au pourcentage sont plus avantageuses que les augmentations chiffrées uniformes ? Que les grèves partielles sont plus efficaces que les mouvements généralisés ? Que les mal-payés doivent se contenter d'aumônes sous peine de réduire à la misère noire les cadres et autres catégories intermédiaires ? Que le « retour aux quarante heures », plus de trente ans après la loi qui les a instituées, doit s'étaler encore sur des années ?

Aussi n'était-ce nullement de « démocratie à la base » qu'il était question à Grenoble. La présence au congrès d'une délégation C. F. D. T. particulièrement courtisée et fêtée par les cégétistes (ce sérieux concile s'est achevé par une bataille de confettis !), ainsi que la conclusion de tous les discours - « une étape importante du rapprochement entre les deux centrales » - indique clairement le but poursuivi. « Une véritable démocratisation de la C. G. T. - a dit Séguy - favoriserait l'unité. »

On peut s'étonner des difficultés de cette « unité » entre deux centrales syndicales que plus rien ne sépare sur le plan programmatique, qui se rencontrent à chaque étape d'une évolution qui, pour se réaliser en sens inverse, n'en aboutit pas moins au même but : une aspiration « socialiste » à réaliser par voie d'élections, une promotion sociale consacrée par les contrats de progrès, une planification démocratique conciliant les intérêts du capital et ceux du travail salarié. En fait, cette communauté de programme laisse subsister des divergences politiques. Certes, elles ne sont pas fondamentales : les dirigeants des deux centrales rejettent unanimement les voies révolutionnaires de la lutte de classe, la destruction violente de l'Etat capitaliste, la dictature du prolétariat. Ils sont pour la conciliation sociale, donc pour le capitalisme à perpétuité. Mais d'accord pour livrer la force de travail à l'appétit insatiable du capital, ils diffèrent quelque peu sur la manière de l'accommoder. La C. F. D. T. la voudrait suave, « démocratique ». La C. G. T., elle, a bien de la peine à se

débarrasser de l'assaisonnement épice auquel le « cuisinier Staline » l'a autrefois habituée. En d'autres termes, la C. F. D. T., à l'image des « partis de gauche », se méfie d'une équipe politique qui, à son goût, ne répudie pas assez fort les sinistres méthodes du « pays-frère » en Tchécoslovaquie et en Pologne. C'est cette défiance que Séguy voudrait désarmer en promettant à la C. F. D. T. un nouveau document « sur la manière dont la C. G. T. conçoit l'avènement en France d'une société démocratique ». La « démocratisation » qu'il annonce n'est donc pas une large ouverture « à la base », mais un marchandage au sommet.

L'enjeu et la monnaie d'échange de ce marchandage, il faut les rechercher dans la situation paradoxale de la C. F. D. T. qui allie des méthodes de lutte de classe à un programme de collaboration avec le capital, encourage les « grèves sauvages » et signe les contrats de progrès, protège les gauchistes et pactise avec la C. G. T. qui les pourchasse. Ces contradictions s'expliquent en peu de mots : au souffle vivifiant qu'une éphémère de mai-juin 1968, la C. F. D. T. s'est dotée d'une base combative sans pour autant répudier sa nature profonde de syndicat de collaboration de classe. Moins structurée et moins caporalisée que la C. G. T., elle a pu accueillir de nombreux militants actifs et courageux, écorés par la politique de sa puissante rivale. Implantée dans des secteurs industriels neufs et vierges, elle y a gagné, grâce au dynamisme de ces militants, la prédominance sur la C.G.T. Pourvue de cadres venus de tous les horizons du progressisme religieux ou laïque, elle s'est créé une « doctrine » tape-à-l'œil, propre à séduire à la fois ses catégories techniciennes et les éléments impulsifs nés de la phase contestataire. Un pied dans le P. S. U., un autre chez les gauchistes ; une aile qui affectionne l'action spectaculaire, une autre qui élabore le rêve fumeux du travaillisme français, elle est devenue pour la C. G. T., le partenaire avec lequel il faut compter.

Mais pas plus que cette dernière elle ne saurait monopoliser le néo-réformisme des catégories de salariés moyens dont elle représente une bonne part. En dépit des rivalités partisans, des querelles de boutiques et de la concurrence au recrutement, la C. G. T. et la C. F. D. T. convergent vers un but commun : adapter les revendica-

tions des salariés à la discipline sévère du capitalisme impérialiste. De « pactes d'action » en ruptures spectaculaires, de « points identiques » en « divergences réelles », les deux centrales cheminent ainsi en direction de la solution politique de rechange que, bon gré mal gré, le grand capital doit se ménager en vue des années difficiles qui se préparent.

Tel est le sens de « l'unité » qu'elles s'efforcent de réaliser en empruntant l'une et l'autre les mêmes voies : accentuer ces « droits syndicaux » qui asservissent l'organisation ouvrière à l'Etat capitaliste ; multiplier les contrats qui paralysent les réflexes de classe des travailleurs ; morceler à l'infini la masse des salariés afin de briser leur solidarité dans les luttes. Interprètes indiscutés d'aspirations à courte vue, aveugles face à la dramatique perspective de la crise prochaine, ces consortiums de politiciens et de bureaucrates y conditionnent déjà la classe ouvrière tout entière et la conduisent, disciplinée, anesthésiée, atone à l'abattoir des réactions violentes que, de toute façon, la bourgeoisie prépare dans l'ombre pour cogner sur le prolétariat dès que sa situation deviendra moins supportable.

L'aggravation sociale de ces dernières années suscite divers obstacles à cette tâche commune de tous les chiens de garde

(Suite page 3)

LA C.G.T. ET LE DROIT DE GREVE

L'un des grands mérites — selon la C.G.T. — des contrats « constructifs » qu'elle signe à tour de bras dans le secteur public, est qu'ils ne comportent aucune clause portant atteinte au droit de grève. Ces contrats prévoient en effet que les directions syndicales « se réservent le droit de développer l'action revendicative sur tous les points non réglés par l'accord ». Ce qui signifie, en clair, qu'elles s'engagent formellement à ne lancer aucun mot d'ordre de grève (ou autre « action revendicative ») sur tout ce qui concerne les salaires, la durée du travail et la sécurité de l'emploi — qui constituent les points centraux des accords signés.

Comme, de plus, les signataires s'engagent à recourir à une procédure de conciliation pour « régler les différents d'ordre local et régional, survenus à l'occasion des mesures de réorganisation et de mutation », il apparaît évident — en dépit de toutes les fanfaronnades et promesses des dirigeants opportunistes de ne jamais « renoncer à l'action » — que ces contrats « dépouillés de toute clause contraignante » (G. Séguy) sont un renoncement explicite de la part des chefs syndicaux à leur devoir élémentaire : l'organisation et l'unification des luttes des travailleurs contre l'exploitation capitaliste.

Nous n'aurons pas, cependant, la naïveté de reprocher à ceux qui dirigent encore la classe ouvrière, ce nouvel aveu de leur trahison. Nous ne nous indignons pas de l'aplomb avec lequel ils font passer des chiffons de papier qui veulent ligoter le prolétariat, pour une « victoire » de ce dernier. Nous nous réjouissons, au contraire : que l'opportunisme trompe une fois encore le prolétariat et qu'il transforme un nouvel abandon en une nouvelle conquête, cela n'a rien de nouveau et voilà quarante ans qu'il le fait. Mais qu'il commette l'imprudence de vendre le droit de grève de la classe ouvrière pour le plat de lentilles de l'échelle mobile, et s'engage à faire respecter le marché : voilà un faux pas qu'il aura du mal à rattraper. Car le prolétariat n'a jamais réclamé le droit à la grève, il n'a jamais demandé à la bourgeoisie l'autorisation de se battre. Ce droit il l'a imposé par la force, cet acte illégal qu'est une grève digne de ce nom, il a toujours su l'accomplir, sans se soucier d'entraves bien plus pesantes que ces contrats ridicules.

Aujourd'hui, la bourgeoisie inquiète tente de reprendre ce qu'autrefois elle fut contrainte, pour survivre, d'accorder en apparence : ce droit à la grève qui a surtout été, depuis un demi-siècle, le droit pour les prolétaires de supporter sans broncher les misères du capitalisme. Qu'elle cherche à encadrer plus solidement une classe ouvrière que la situation empirante de la société agite à nouveau, qu'elle compromette chaque jour davantage son allié opportuniste qui lui a permis de prolonger son existence, voilà qui annonce le jour où le prolétariat débarrassé de toute la moisissure qui le pourrit aujourd'hui, se dressera de toute sa taille pour accomplir sa mission historique : la destruction du capitalisme.

APRÈS NANTES-BATIGNOLLES : Ras-le-bol du capitalisme et de l'opportunisme syndical !

Après six semaines d'une lutte marquée par une tenacité et un courage extraordinaires, les ouvriers de Nantes - Batignolles ont dû se résigner à mettre fin à leur grève. Ce repli, obtenu d'ailleurs malgré l'opposition d'un tiers du personnel consulté, n'entache d'aucune façon leur magnifique combat ; mais il restera comme un nouveau stigmate infamant sur un « syndicalisme » scléroté qui porte toute la responsabilité de cette pénible issue.

Quels sont tout d'abord les prétendus « avantages » obtenus ? La direction de l'usine proposait 12 % d'augmentation de salaire (2,33 %, 2,50 %, 1,50 % échelonnés de janvier à septembre), plus, dans des conditions à peu près identiques, un « crédit d'harmonisation locale » de l'ordre de 2,50 % et 1,50 % et la réduction d'une heure de la durée hebdomadaire du travail. C'est sur la base de ces propositions que les ouvriers de Nantes-Batignolles, qui les avaient d'abord refusées, ont repris le travail. Outre le fait qu'il s'agit d'augmentations au pourcentage, donc favorables aux catégories les mieux payées, il ne s'agit nullement d'une victoire, mais bien d'une défaite, les concessions patronales se limitant au paiement des trois journées de lock-out, à la réintégration des deux ouvriers licenciés et au maintien de la prime annuelle.

La situation de l'usine des Batignolles met particulièrement en évidence le caractère criminel de la stratégie syndicale qui, menant les conflits entreprise par entreprise, condamne à des actions désespérées et stériles le personnel des secteurs en difficulté et détourne de la lutte géné-

rale celui des secteurs en expansion. La région de Nantes appartient précisément à un secteur compromis, représente un « mailon faible » du capitalisme national. L'opportunisme syndical, malgré son « régionalisme » bélant, ne parviendra certes pas à le sauver. Ce qu'il préserve toutefois, en tant que serviteur du capitalisme, c'est le prolétariat des secteurs de pointe des conflits sociaux que la logique de la lutte des classes développe en raison inverse du degré de « prospérité » des secteurs considérés. A cause des conditions spécifiques de la région nantaise, et face à un patronat d'autant plus vindicatif et intransigeant que ses bases économiques sont en déclin, la classe ouvrière y possède d'anciennes traditions de lutte, dont la dernière expression en date, à l'usine des Batignolles, jette une lumière crue sur le rôle d'un encadrement syndical qui, à l'échelle nationale, parvient encore à maîtriser solidement les prolétaires des autres régions et secteurs.

Ce syndicalisme se partage la tâche de dévoyer toute lutte ouvrière, soit par un sabotage ouvert, soit par les voies détournées d'un radicalisme de pure façade. Du côté de la C.G.T., à Nantes-Batignolles, le travail sys-

tématique visant, dès le départ, à émousser la force vive du mouvement, prend une tournure cynique et brutale après les incidents du 15 janvier. A cette date, la direction repousse les revendications et renvoie les discussions ; des ouvriers, furieux, saccagent les bureaux de l'entreprise. Non seulement la C.G.T., face à la riposte patronale - lock-out et licenciements - propose au personnel le « retour à l'usine et le maintien des moyens de pression » (c'est-à-dire les débrayages en chaîne jusqu'à l'assitude des salariés), mais encore ses responsables, sur un ton inouï, dénoncent les ouvriers en colère. La section locale du P.C.F. parle de « nervis » et de « bandits » à leur propos. Le secrétaire C.G.T. au défi des affirmations de vieux ouvriers qui ont assisté aux déprédations (cf "Le Monde" ; 20 et 21/2/71) impute celles-ci aux « maoïstes » et se demande « pourquoi la direction accepte d'engager de tels agitateurs ». Ce qui, au moment où les grévistes luttent pour la réintégration des deux ouvriers licenciés après les incidents, est un appel implicite à la répression patronale. Après avoir acculé les ouvriers, par sa pusillanimité, sa servilité et son sabotage de l'action, à des actes de violence, ces « représentants » méprisables déclarent que de tels événements donnent à la direction des « prétextes à la répression » : eux, en désavouant les ouvriers révoltés, lui en fournissent l'arme !

A côté de ce comportement digne de barbouzes du patronat, la C.F.D.T., sous ses allures « révolutionnaires », a joué le jeu

(Suite page 3)

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : Tous les jeudis, de 21 heures à 22 heures. Les samedis 20 mars et 3 avril, de 15 à 19 h. ; le dimanche 28 mars, de 10 à 12 h., au siège du " prolétaire ", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), métro Gobelins.
- A MARSEILLE : Les samedis 20 mars et 3 avril, de 15 à 19 h., au siège du " prolétaire ", 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^{me} étage).

Les dirigeants de l'actuelle C. G. T. font moins de difficultés. Ils ont bien quelques objections techniques à présenter, sur la fréquence des réajustements, le mode de calcul des prix de l'index, la notion de masse salariale. Mais en somme, ils ne cachent pas leur satisfaction : ces détails à aménager, ce sont les « mauvais côtés », « le bon côté, c'est 4 % sans être obligé de menacer ou de se mettre en grève, ce n'est pas mal, n'est-ce pas ? » ("V. O." N° 1378).

La C. F. D. T. a d'abord critiqué plus vivement l'échelle mobile ; mais ces objections « gauchistes » ont à peu près la consistance d'un écran de fumée. Toujours jésuite si elle n'est plus « chrétienne », elle défend le principe d'une « échelle coulissante », au nom du « mouvement », de la « création », contre « l'automatisme » et la « sclérose » dont le système de l'échelle mobile menacerait la classe ouvrière, définie comme « l'élément dynamique de la société capitaliste » (!) par Bonéty, dans "le Monde" du 20/1/71. Comprenne qui voudra ! Sous cet éloge du « mouvement » en général, le cadre pourra voir la perspective de « contrats dynamiques » (c'est-à-dire, plus ou moins indexés sur la productivité), comme ceux que souhaite, dans "le Monde" du 30/1 le président de l'Union des Cadres et Techniciens ; les ouvriers combattifs que la C. F. D. T. attire par ces beaux discours pourront voir une allusion (discrète !) à la lutte des classes ou à la révolution... à condition de fermer les yeux sur les dernières formules du bonze C. F. D. T., qui parle, non d'abolition du salariat, mais « d'évolution des salaires en fonction des besoins des travailleurs », et d'une « contestation de la répartition du surplus de l'expansion économique » !

A quoi la C. G. T. peut faci-

Echelle mobile : deux "mots magiques" ... pour endormir la classe ouvrière !

« 4 % d'augmentation grâce à deux mots magiques : échelle mobile ! », titre la "Vie Ouvrière" (N° 1378) dans un article qui analyse les récents accords. Périodiquement en effet, les « deux mots magiques » et les projets d'indexation des salaires sur les prix réparaissent avec l'inflation capitaliste. En 1923, en pleine flambée des prix, la C.G.T. Unifiée critiquait le mot d'ordre de « réajustement automatique des salaires sur les prix » que la C.G.T. réformiste et une partie de la bourgeoisie présentaient comme une solution satisfaisante pour tous, une « huma-

lement répondre, comme Séguy le confia à la très bourgeoise "Vie Française", qu'elle aussi compte bien ne pas s'en tenir là : enfin déchargée, grâce à l'échelle mobile, de ses tâches syndicales essentielles, elle pourra voguer plus à l'aise vers des « objectifs plus progressistes » et concurrencer la C. F. D. T. sur son terrain, les revendications au goût du jour : « Quand nous n'aurons plus à nous battre pour des opérations de rattrapage ou de réajustement des prix, nous pourrions consacrer notre énergie à des problèmes tout aussi importants : la progression du pouvoir d'achat, l'avancement de l'âge de la retraite, les conditions de travail, l'extension des libertés syndicales, les impôts, etc... »

Faux débat, donc, et véritable unité de vue dans le réformisme et le défaitisme.

La vision présentée par Séguy dans la "Vie Française" est celle d'une cordiale collaboration entre l'exploiteur et l'exploité, le voleur et le volé : le syndicat

se bornerait, par des luttes limitées, ou de préférence par des discussions et des clauses complémentaires dans les contrats, à « compléter l'accroissement du pouvoir d'achat », tandis que le patronat et l'Etat, en lui assurant ses bases par un rattrapage consciencieux des salaires sur les prix lui feraient en somme... la courte-échelle !

Avant de montrer en quoi cette image est à la fois utopique et réactionnaire, il faut redire d'abord qu'elle implique que le syndicat se consacre entièrement à aménager le salariat au lieu de viser à l'abolir : il est significatif que Séguy cite comme un exemple de « syndicalisme conséquent » les accords d'échelle mobile conclus à la Général Motors par le syndicat de l'automobile américain, que la C. G. T. dénonçait jadis, dans les années 50, comme le type même du syndicat de collaboration de classe vendu au capital ! Mais ces deux mots magiques sont aussi, en dépit des protestations toutes verbales des bonzes, un prétexte supplémentaire, après les contrats, l'intéressement (refusé en théorie et accepté en pratique), la mensualisation, pour remplacer l'action par la négociation : l'échelle mobile doit être rangée avec ces autres *anesthésiques* de la classe ouvrière que les dirigeants opportunistes de la C. G. T. utilisent d'autant plus largement que leur vertu soporifique commence à s'user, comme le prouvent les poussées des Batignolles, des mines, des ports.

Anesthésique immédiat, et à long terme : l'échelle mobile, nous le disions en avril 69 signifie : « l'Etat avec nous ». Un tel mot d'ordre engage le prolétariat à compter sur l'ar-

bitrage d'un Etat au-dessus des classes, et même d'un Etat qui, au lieu d'être l'instrument de domination de la bourgeoisie prendrait la défense de la classe ouvrière pour imposer au patronat l'augmentation des salaires, contre sa tendance naturelle, qui est de reprendre directement ou indirectement ce que le prolétariat lui a obligé à céder. On pourrait objecter que l'Etat, en signant les récents accords (l'accord S. N. C. F. en particulier) donne quelque crédibilité à ces illusions ; d'autant plus qu'il se pare effectivement du rôle d'arbitre en acceptant le principe de l'échelle mobile (voir les déclarations du ministre Fontanet dans "le Monde" du 19/1/71), là où le C. N. P. F. critique la généralisation des accords et montre les dents. Que recouvre cette bonne volonté, ce grand souci de « justice » de l'Etat de la bourgeoisie française ? Principalement, la nécessité, à court terme, d'éviter les ruineux ennuis de ses voisines italienne et anglaise, que des millions de journées de grèves mettent au bord de la crise et placent en mauvaise position sur le marché international, alors que la concurrence s'y fait de plus en plus serrée.

La bourgeoisie fait ses comptes, dans l'ensemble et dans le détail. Au Danemark, où l'échelle mobile jointe à tout un réseau d'accords contractuels qui limitent le droit de grève à quelques jours par an, ont assuré depuis des années la paix sociale, la bourgeoisie, voyant que la balance des paiements penche du mauvais côté, parle de supprimer l'échelle mobile, et découvre tout d'un coup qu'elle est dans l'économie un élément irrationnel. En France

dans l'ensemble, inversement, les affaires sont bonnes, et on peut encore les améliorer, par exemple en comprimant le personnel sans trop de bruit, à la faveur des accords, comme à la S. N. C. F. Tous comptes faits, dans la conjoncture actuelle, l'échelle mobile coûte moins cher que la grève. Croisons-en les économistes bourgeois : depuis 68 les patrons et l'Etat-patron ont appris que « l'augmentation des traitements - comme l'assurance dans le slogan - coûtait plus cher après "l'accident" qu'avant. Le désir de n'avoir pas à supporter des grèves - c'est-à-dire le ralentissement de la production - dans une conjoncture économique favorable a conduit les employeurs, surtout en 1970, à se montrer conciliants » ("le Monde") ; le patronat souhaite malgré tout « faire l'économie de flambées revendicatives désordonnées » grâce aux contrats ("le Figaro"). La C. G. T. rejoint ouvertement cette préoccupation de paix sociale : elle le dit et le répète : l'échelle mobile permet « d'économiser la grève ».

Nous ne sommes pas de ceux qui prennent à la légère le coût de la grève pour les ouvriers. Mais comment les communistes doivent-ils le mesurer ? Le gain le plus important des luttes ouvrières, c'est toujours, comme le disait le "Manifeste communiste", « moins le succès immédiat », toujours éphémère, qu'il faut toujours défendre par de nouvelles luttes, « que l'union grandissante des travailleurs », et la conscience plus claire, à chaque combat, de l'antagonisme de classe, de la nécessité de transformer l'ordre social existant en détruisant le capitalisme. Dans cette perspective-là, quel est le coût réel de l'échelle mobile ? Cette branlante « garantie » que la bourgeoisie trouvera « irrationnelle » à la prochaine récession, que la première convulsion économique jettera à bas, se paie tout simplement au prix du renoncement à la lutte pour les buts finaux, de l'obscurcissement du chemin qui conduit de la nécessité de la lutte immédiate à la nécessité plus générale de renverser l'Etat du capital, au lieu de lui demander poliment de bien vouloir faire la moitié du travail syndical ; elle se paie au prix du *désarmement du prolétariat*. A ces ruineux accords à bon compte, et à ceux qui les défendent, nous opposons des mots d'ordre moins « magiques », mais plus puissants ; vive la lutte du prolétariat sur ses objectifs de classe, vive la lutte pour la destruction du capitalisme !

QUELLE UNITÉ ?

(Suite de la page 2)

du capital. Le plus important, pour l'instant, est l'existence d'un secteur de « violents » que les dirigeants syndicaux « raisonnables » ne parviennent pas à désarmer. C'est dans la résorption de cette violence que la C. F. D. T. a un rôle de tout premier plan à jouer : n'attelle pas récupéré l'agitation sociale extrémiste qui, depuis 1968, échappe au contrôle de la C. G. T. ? L'invitation que lui fait Séguy est claire : musèle tes gauchistes et je laisserai au vestiaire les barres de fer que mes commandos utilisent contre eux. C'est ça la « démocratisation », selon le replet secrétaire général de la C. G. T. !

Au congrès de Grenoble, une phrase révélatrice - bien qu'on n'ait pu savoir en fin de compte si elle émanait de la C.G.T. ou de la C. F. D. T. - résumait « les positions gauchisantes et démagogiques d'organisations (qui) sont un frein au développement de l'action ». De quels types d'actions ces « positions gauchisantes » sont-elles le frein ? La réponse est évidente : de toutes celles qui consacrent la *collaboration de classe avec le capital* ! La séquestration des cadres brise les « bons rapports » avec les catégories alliées du patronat auxquelles la C. G. T. fait la cour la plus plate. Les violences contre les directions d'entreprise compromettent le climat de paix sociale indispensable à la signature de « contrats avantageux ».

Toutes ces réactions « sauvages » d'ouvriers, pour stériles et mal orientées qu'elles soient, constituent aujourd'hui les seuls et rares sursauts de classe d'un prolétariat trahi par ce qui fut son parti. Voilà pourquoi la C. F. D. T., la mieux placée, dans la conjoncture présente, pour leur imposer une sourdine est

pressamment invitée à le faire par Séguy comme condition de l'unité qu'il lui propose dans la perspective d'une « démocratie de progrès ». Derrière cette énième promesse d'une victoire électorale des « gauches », se dissimule le démantèlement des premières tentatives, encore informes et maladroites, de la reprise de classe du prolétariat.

Sur le « gauchisme » de la C. F. D. T., nous n'avons jamais entretenu la moindre illusion. Si certains des mots d'ordre de cette centrale contrastaient, par leur tournure radicale, avec la tricolore délation policière qui est devenue la principale fonction de l'appareil cégétiste, ce n'était que par effet de la division du travail au sein de l'opportunisme au sens le plus large du terme. A elle les gauchistes, dès lors qu'ils n'avaient aucune chance de contaminer ses catégories privilégiées bien trop assoiffées de « promotion sociale ». A la C. G. T., par contre, le soin d'élever l'interdit physique le plus violent contre un exemple dangereux capable d'arracher ses prolétaires à la fornication avec le capital. Unifiées ou non, d'accord ou pas, les deux centrales, confondues dans la même fonction historique, ne connaissant qu'un seigneur et maître : le capitalisme.

Nous dénonçons par avance aussi bien « l'unité » que la concurrence entre deux compères ; l'une et l'autre visent également à désarmer le prolétariat en brisant ou pervertissant la lutte de ses secteurs actuels de pointe. La seule unité qui compte est l'unité de classe, des méthodes et revendications de classe. Elle ne se réalisera que par l'effort opiniâtre des prolétaires dressés contre tous leurs chefs. Nous y appelons aussi bien le militant sincère de la C. G. T. qui s'accroche désespérément au mythe de la « combativité » légendaire et évanouie de sa centrale que le militant dévoué et courageux qui prête la sienne à un syndicat qui ne le mérite pas ! Que se lève enfin la lame de fond qui balayera tous les dirigeants indignes, quelle que soit la bannière syndicale qu'ils ont le front d'arborer !

Ras-le-bol du capitalisme et de l'opportunisme syndical !

(Suite de la page 2)

classique, beaucoup plus habile, de l'opportunisme. Elle a appelé, avec succès, à la continuation de la grève après les 3 jours de lock-out ; elle a pris la défense du geste de révolte des ouvriers. Mais sans lui donner une signification de classe, l'imputant au contraire à « l'attitude intransigente de la direction » ; sans tentative sérieuse d'étendre le mouvement ; sans explication politique générale.

Pour la C.G.T., l'extension de la grève, c'était « pure démagogie et infantilisme ». Pour la C. F. D. T., la solidarité prit la forme toute chrétienne d'une *aide monétaire* sollicitée auprès d'autres travailleurs. Avec l'appui des gauchistes - qui ont multiplié les collectes, organisé un véritable « week-end de la charité » sous la bannière fanfaronne « Batignolles vaincra », et qui se sont réjouis de la « solidarité »... financière d'un comité de lycéens - l'opportunisme syndical, stimulé par cet exemple « révolutionnaire », a lui-même ouvert ses caisses et rempli sa tâche essentielle qui consistait à conjurer la seule *aide de classe* possible à la lutte des Batignolles : l'arrêt brutal de la production dans d'autres entreprises.

Cette coalition de tous les opportunistes, majoritaires ou mineurs, ne met que davantage en relief la résolution formidable des ouvriers des Batignolles, en mon-

trant de façon éclatante ce que peut faire une seule poignée de prolétaires résolus, même dans les conditions les plus défavorables. Mais cette grève n'en appelle pas moins une leçon à tirer une fois de plus. L'isolement dans lequel elle a été maintenue, et que nous imputons à crime à toutes les organisations représentées dans l'intersyndicale de l'entreprise, était en réalité inévitable, contenu - non dans l'attitude de syndicats de telle ou telle entreprise, - mais dans leur stratégie générale commune et dans leur politique d'ensemble de renoncement à la lutte de classe. Pour qu'une solidarité effective soit possible, au moins à l'intérieur d'une branche d'industrie, il faut que les revendications soient posées à la même échelle : sur le plan national. Il faut que, dans le programme revendicatif, soient unifiées les conditions de salaires et de travail d'au moins toute la branche d'industrie considérée afin que les ouvriers des secteurs « en expansion » soient, matériellement, concernés par la situation déplorable de leurs frères de classe des entreprises qui périclitent. Nécessité donc, d'abolir la lutte entreprise par entreprise, les discussions et établissements de contrats par chaque personnel face à son patron (lequel, par surcroît, est lui, fédéré sur le plan national !). Renversement, en un mot, de toute l'orientation générale actuelle des syndicats. L'opportunisme, sous toutes ses

étiquettes, n'y consentira évidemment pas de bon gré, et c'est pourquoi nous condamnons le faux « révolutionnarisme » des gauchistes qui, hantés par le front unique qu'ils veulent conclure avec les chiens de garde de la C.G.T. ou les jésuites de la C.F.D.T., « s'étonnent » de leur attitude, veulent leur *forcer la main*. Il ne s'agit pas d'infléchir à gauche ces agents du capitalisme implantés à la tête des syndicats, il faut les en chasser ! C'est toute la structure de la domination actuelle du capital qui repose sur leurs épaules ; c'est de leur action quotidienne que découle l'impuissance présente du prolétariat. Il ne s'agit pas de découvrir de petites recettes propres à « sauver » telle ou telle grève, d'inventer des astuces capables de « redresser » tel ou tel syndicat. Il faut préparer avec tenacité le formidable coup d'épaule qui fera demain sauter le verrou de la situation, c'est-à-dire la toute-puissance de l'opportunisme qui mine au départ toute lutte de classe des ouvriers.

Selon un responsable de la C.F. D.T., un jeune militant impétueux aurait été exclu de cette centrale pour avoir écrit dans un tract : « Ras le bol des patrons ! Ras le bol des syndicats ! ». La formule est excellente, sauf qu'il faut la défendre, non pas hors des syndicats, mais à l'intérieur : Ras le bol du capitalisme ! Ras le bol de ses laquais opportunistes !

Directeur-Gérant

F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »
1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

(Suite de la page 1)

tria (C.N.P.F. italien) n'a-t-il pas lui-même déclaré : « la stagnation qui commence à se manifester dans la production met les entreprises dans l'impossibilité d'utiliser les mesures (augmentation de la productivité et nouveaux investissements) qui permettraient de compenser les charges massives qui leur incombent, afin de réaliser non seulement les objectifs de l'entreprise, mais le progrès social du pays. »

En on se demande encore pourquoi les grenades « fascistes » explosent au milieu des manifestations ouvrières ? Elles n'explorent pas par hasard. Nous demandons, nous, si ceux qui ont contribué à les amorcer ne sont pas justement ceux-là mêmes qui préparent les nouveaux « Comités Unitaires Antifascistes », ceux qui rêvent d'un nouveau « Front de la Démocratie » rappelant celui de la Résistance, ceux qui lancent des appels à « toutes les forces qui se reconnaissent dans la République née de la Résistance », et qui vont du Parti Libéral aux stalinien. Les grenades fascistes représentent le dernier épisode de toute une campagne de provocation anti-ouvrière, de diffamation, de mobilisation des classes moyennes, des petits-bourgeois, des employés, contre les « grèves sauvages » et pour « l'ordre », la « discipline », la « reprise productive ».

En octobre dernier, Agnelli, grand patron de Fiat, déclare dans une conférence de presse qu'il y a chez Fiat 18.000 ouvriers en moyenne par jour qui manquent le travail, et que « tous » font les frais de cet absentéisme, qui augmente de 1 % le coût de la production. Glisenti, P.D.G. d'Inter-sind, affirme qu'en 1970 les heures perdues pour fait de grève ont été de 93 par personne dans le secteur public et semi-public, contre 115 en 1969, année de « l'automne chaud » et du renouvellement des contrats. Cela signifie que celui-ci n'a pas amené la « paix sociale ». Selon la « Stampa » du 8 janvier 1971, les « heures perdues du fait de l'absentéisme sont passées de 20 millions en 1969 à 33 millions en 1970. » Selon le très sérieux « Mondo Economico » (n° 2, 1971) « au cours des deux dernières années, les journées de travail perdues en Italie ont atteint un taux 12 fois supérieur à celui des cinq autres pays du Marché Commun réunis ». Quant à Glisenti, il estime à 20.000 le nombre des automobiles non produites en 1970 par Alfa-Roméo à cause de l'agitation syndicale. « La Stampa », le journal de Fiat, évalue à 140 milliards de lires la part de marché perdue par les automobiles italiennes (rien que sur le marché intérieur) au profit des marques étrangères, et s'empresse de souligner que sur ces 140 milliards, 50 au moins auraient été versés aux ouvriers sous forme de salaires.

Et tous nos P.D.G. de se frapper la poitrine en chœur. Petrilli, le président du holding I. R. I. (Institut pour la Reconstruction Industrielle) se fait leur porte-parole : « la productivité doit augmenter convenablement. Les syndicats craignent que cette exigence ne dissimule la tentative d'exploiter davantage la main d'œuvre. Ce n'est nullement notre intention. Ce qui nous préoccupe, c'est la nécessité d'utiliser pleinement les installations existantes. »

Voilà donc ce que réclame la fine fleur des capitalistes progressistes, partisans de la « démocratie issue de la Résistance » ! Comme si dans le système capitaliste « augmentation de la productivité » et « meilleure utilisation des installations » ne signifiaient pas une plus grande exploitation de l'homme par la machine, par le

Grenades et anti-communisme

Capital, que ces messieurs prétendent technologiquement « neutre ». Comme si un certain Karl Marx n'avait pas démontré scientifiquement que seul le travail vivant, humain, le travail de la classe ouvrière, produit de la valeur, et même plus de valeur qu'il n'en reçoit, c'est-à-dire qu'il produit de la plus-value : seul, le travail humain réalise l'augmentation et l'accumulation du capital. Et c'est bien l'accumulation de capital, et donc l'extorsion de plus-value qui intéresse ces messieurs. Le président du Conseil, Colombo, le dit clairement : « Les entreprises n'investissent pas si elles ne sont pas assurées que les installations qu'elles créent pourront être utilisées, et utilisées de façon rentable. On ne produit pas à n'importe quel prix, on produit pour vendre, c'est-à-dire à la limite de la compétitivité sur le marché intérieur et extérieur. C'est pourquoi il est indispensable que les usines recommencent à tourner sur un rythme normal. Si cela ne se produisait pas, le système serait mis en crise, et les possibilités encore existantes de développement de la production, de diminution du chômage, d'augmentation des ressources nécessaires au financement des réformes seraient réduites. Or ceci est dans l'intérêt des travailleurs avant tout, ainsi que de la collectivité italienne tout entière. »

La plus haute autorité, le président du Conseil, a donc résumé les différents thèmes. Maintenant, la campagne de presse se précise : ide l'exhortation, du sermon, on passe à la menace. Les grenades de Catanzaro n'ont pas encore éclaté. « La Stampa » (8-1-71) : « Après l'automne chaud, la reprise de la production en 1970 n'a pas atteint le niveau souhaité, la productivité tend à baisser, les investissements diminuent, au total les signes de récession paraissent de plus en plus inquiétants... » Carli, Gouverneur de la Banque d'Italie, dénonce le « relâchement de la discipline dans les entreprises ». Preti, ministre des Finances : « il faut que la tension dans les usines diminue, il faut que les rapports entre patrons, techniciens et ouvriers s'améliorent, il faut que les installations industrielles soient utilisées intégralement. » (Cela fait beaucoup de « il faut », monsieur le Ministre ! Vous souvenez-vous de ce dicton qu'on apprend aux petits enfants italiens : « l'herbe "je veux" ne pousse nulle part, pas même dans le jardin du roi ! »). Donat-Cattin, Ministre du Travail, précise le danger : 537 entreprises, employant 170.000 salariés « s'essouffent » ; à Rome et à Naples, il y a « un risque de fermeture » pour 200 chantiers. Et le Ministre se préoccupe d'évaluer la nature du danger : « Des dizaines de milliers d'ouvriers du bâtiment risquent de se trouver sans travail (...). On risque de voir des milliers de chômeurs descendre dans la rue ». Ferrari-Agradi exige que l'Etat vienne au secours des « entreprises en danger », « dont la crise pourrait entraîner le licenciement de 200.000 travailleurs environ. »

Et on s'étonne, on s'indigne quand les fascistes attaquent les forces ouvrières et lancent des grenades ! Ce sont les partisans du « retour à la normale » et de « la reprise productive », ceux qui sont pour « l'augmentation de la productivité » et pour « l'ordre », ce sont les partisans du Capital et de l'éternelle exploitation du prolétariat, qui ont armé la main des nerfs fascistes.

Et alors, les huit millions d'électeurs communistes, que font-ils ? Nous avons déjà montré (cf. Le Proletaire, n° 89) les déclarations de solidarité du P. C. I. à la bourgeoisie italienne. Déclarations qui ne sont pas une exception, mais la règle, qui caractérisent une ligne politique, et sont constamment répétées. « L'Unità » du 10-1-71 écrit en toutes lettres : « Nous ne nions pas, nous n'avons jamais nié, que la situation économique présente des difficultés fort sérieuses (...). Aujourd'hui nous mesurons pleinement ce qu'il en coûte de ne pas avoir fait de réformes (...). Les communistes ne veulent pas que l'économie s'écroule en écrasant Sanson avec tous les Philistins (...). Nous n'avons plus besoin de démontrer longuement l'incapacité historique des classes capitalistes dominantes à envisager les problèmes actuels dans une perspective démocratique nationale. C'est nous, c'est la classe ouvrière alliée à tous les travailleurs de la ville et de la campagne, qui est appelée à remplir cette tâche. Nous sommes plus que jamais pour l'expansion, c'est-à-dire pour les réformes, pour la planification démocratique, pour un nouveau type de développement de l'économie et de la société italiennes, pour le plein emploi. » Nous nous demandons ce qui distingue ces vœux de ceux de Colombo, d'Agnelli, du gouvernement. Ne sont-ils pas tous également pour l'expansion, pour les réformes ? Il y a pourtant une différence : les stalinien, eux, disent qu'ils le veulent « vraiment » !

Puis éclate la grenade fasciste. Les stalinien continuent à l'unisson avec le chœur des démocrates. Voici les titres de « l'Unità » : « Il faut un tournant politique qui brise la réaction ». « L'Italie démocratique dit non à la violence fasciste et aux plans de la réaction ». Dans un rapport adressé aux secrétaires régionaux et fédéraux du P. C. I., Bufalini écrit qu'il faut « demander et imposer à toutes les autorités de la République - à tous les niveaux et sans aucune exception - de faire leur devoir. » Il faut un « changement profond » qui réalise l'ordre social libre, démocratique et progressiste voulu par la Résistance. L'Italie traverse une période de crise profonde (...) mais la situation risque de se détériorer plus encore (...). La situation économique n'est pas catastrophique dans l'immédiat, mais elle est sérieusement préoccupante : il faut des changements substantiels, qualitatifs, dans les choix de la politique économique. Nous considérons la situation économique sociale comme grave, fondamentalement. »

Quelle est donc la position du P. C. I. ? Rétablissement de l'économie nationale et démagogie démocratique. Pas un mot pour expliquer aux prolétaires ce qu'est en réalité le fascisme : les stalinien répandent l'illusion que le fascisme est l'expression de la « réaction » tout court, et qu'il peut y avoir un capitalisme démocratique avec lequel on pourrait collaborer pour le « progrès économique ». Cela signifie désarmer le prolétariat devant un adversaire concentré et armé. Illusion légalitaire, reniement de la doctrine communiste de l'Etat : comme si l'Etat était au-dessus des conflits sociaux au nom d'une justice démocratique éternelle. En réalité, les forces de l'Etat et de la République ont fait, font et feront « leur devoir » contre les ouvriers. En effet, le P. C. I. rapporte avec allégresse la déclaration de Colombo au Parlement, qui affirme : « La situation doit être affrontée dans un esprit nouveau, avec une rigueur nouvelle ». Mais c'est la « Stampa » qui explique comment il faut interpréter cette déclaration quand pour commenter les grenades fascistes, elle conclut qu'il faut réprimer les mouvements de gauche. Même une colombe peut sortir ses griffes !

Pour nous, fascisme et démocratie ne sont pas deux systèmes contradictoires et antithétiques de domination, il ne s'agit pas d'une transmission de pouvoirs d'une classe à une autre, mais de deux méthodes différentes au service d'une même classe dominante,

dans le cadre des mêmes structures sociales et productives. C'est pourquoi, selon nous, les termes « antifasciste » ou « démocrate » n'ont aucune valeur et n'ont rien à voir avec le communisme. Pour nous, l'unique équation acceptable est celle-ci : **communisme = anti-capitalisme** ; et ce, que le capitalisme revête une forme démocratique ou fasciste. Mais c'est précisément l'absence de cette claire alternative communiste qui ouvre la porte aux manœuvres de la bourgeoisie ; c'est l'opportunisme stalinien qui les favorise en renonçant à défendre les intérêts de classe et à unifier le prolétariat contre le capitalisme, quitte à verser ensuite des larmes hypocrites sur le sang ouvrier que sa propre trahison et la nullité des groupuscules gauchistes font ou laissent couler.

La meilleure leçon que le prolétariat italien et international pourra tirer de ces graves événements, c'est qu'il n'existe qu'une arme contre la collusion objective de l'opportunisme stalinien et de l'extrémisme des groupuscules : un parti communiste international de « zhelezobetonny », de béton armé, selon la formule ironique d'un journaliste bourgeois italien. Les critiques que

La « Stampa », par la voix de son directeur, adresse « au vieux bordiguisme » renaissant, ne visent pas essentiellement les groupuscules d'étudiants exaltés qui jouent à la révolution : elles sont une sommation préalable à la classe ouvrière, pour l'inviter à ne pas se regrouper autour de nos positions, qui en réalité ne sont pas définies par le nom propre d'un homme, mais qui se situent sans équivoque dans la lumineuse tradition de classe du communisme. « La Stampa », organe de pointe du capitalisme italien, indique le seul endroit de l'horizon politique d'où puisse venir un danger véritable pour le Capital. Notre Parti ne connaît pas l'impatience et le désespoir de l'étudiant ou du petit-bourgeois. Si nos maîtres en marxisme nous ont appris quelque chose, c'est bien que ce qui caractérise le révolutionnaire, c'est la méthode, la constance, la fermeté, la patience. La patience dans la défense de son programme scientifique, la compréhension de la situation, la sûreté dans l'action. Sans un parti communiste international profondément lié aux masses ouvrières, le fascisme aura le champ libre. Seuls des militants communistes décidés à poursuivre leur but sans aucune concession pourront mettre fin à la violence du Capital en l'écrasant sous la dictature mondiale du prolétariat.

Grève à la Guadeloupe

En Guadeloupe se poursuit depuis le 14 janvier une grève générale des ouvriers agricoles et des petits producteurs de canne, animée par l'U.T.A. et l'U.I.S.G. (Union des Travailleurs Agricoles et Union Interprofessionnelle des Syndicats de la Guadeloupe).

La grève rompt ainsi avec les manipulations traditionnelles des négociateurs serviles de la C.G.T. et de la C.F.D.T. qui, du 1^{er} au 14 janvier 1971, avaient entériné comme à l'accoutumée les accords imposés par l'Etat colonialiste français au mépris des conditions de vie des travailleurs guadeloupéens.

La grève s'est donné les objectifs suivants :
— augmentation des salaires des ouvriers agricoles ;
— augmentation du prix de la tonne de canne ;
— paiement de la canne non plus sur sa teneur en sucre, mais au poids ;
— Suppression de la cotisation de stockage.

Depuis 7 semaines, la grève se poursuit avec aujourd'hui l'appui des ouvriers du bâtiment, malgré l'ultimatum lancé par le préfet : « le droit républicain à la liberté du travail sera protégé tant qu'il le faudra par les forces du maintien de l'ordre. » Nous savons ce que cela veut dire : l'Etat colonialiste français l'a déjà montré en 1967, en répondant à la grève et à la faim par la mitraille et le massacre de plusieurs dizaines de travailleurs.

Trois siècles d'exploitation forcée par l'impérialisme français ont conduit à l'épuisement du sol par la monoculture de la canne et de la banane, sacrifiant les cultures vivrières au mépris des nécessités de la population. Les effets de la civilisation colonialiste française se résument ainsi : 2 travailleurs sur 3 au chômage,

une population soumise encore à l'endémie de lèpre, de tuberculose, etc., et plongée dans une sous-alimentation qui va s'accroissant. Aucune industrie de transformation ne s'est implantée, le colonialisme satisfaisant son avidité par le pillage de toutes les richesses naturelles.

Tel est le fruit de la domination de l'Etat français, que rien n'est venu troubler de l'intérieur. En 1945, le P.C.F. et le P.C.G. ont su répandre les illusions nécessaires pour que l'Etat français conserve sa main-mise sur les Antilles, en habillant l'hideuse face de l'Etat capitaliste de l'illusoire parure démocratique et progressiste, qui ne montre dans la réalité, là comme toujours, que son visage d'exploitation féroce. La départementalisation est la poudre aux yeux qu'ont lancée ces traîtres pour égarer la force des masses exploitées des colonies, comme ils ont soumis le prolétariat à l'intérêt national et à la patrie dans la métropole, pour le plus grand bien du Capital.

La magnifique lutte d'aujourd'hui des ouvriers agricoles et des petits paysans doit réveiller dans le cœur de tous les prolétaires, en particulier français, la solidarité internationale des exploités contre la domination bourgeoise mondiale. Sans le regroupement de l'armée internationale du prolétariat sur son programme de classe au sein de son Parti Communiste mondial, les efforts les plus généreux des masses exploitées, que ce soit au Viet-nam, en Amérique Latine ou aux Antilles, sont voués à l'échec.

L'opportunisme est toujours le même

Lénine a répondu par avance aux partis soi-disant communistes d'aujourd'hui, partisans des voies pacifiques et électorales du socialisme ; à peine est-il besoin de préciser que la démocratie « conséquente » ou « pure » s'appelle aujourd'hui « démocratie avancée » :

« Messieurs les opportunistes bafouent la doctrine de Marx en enseignant au peuple que le prolétariat doit d'abord gagner la majorité par le suffrage universel, recevoir ensuite le pouvoir d'Etat grâce au vote de cette majorité, et après seulement, sur cette base de la démocratie "conséquente" (d'aucuns disent "pure"), organiser le socialisme. »

« Mais nous, nous disons, forts de la doctrine de Marx et de l'expérience de la Révolution russe : le prolétariat doit d'abord renverser la bourgeoisie et conquérir POUR LUI MEME le pouvoir d'Etat, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, comme l'instrument de sa classe, pour gagner les sympathies de la majorité des travailleurs. »

(« Les élections à l'Assemblée Constituante et la dictature du prolétariat », décembre 1919).

REUNION PUBLIQUE A PARIS

Le vendredi 26 mars, à 20 h. 45
au siège du « prolétaire », 8, rue Scipion
(dans la cour à gauche), métro Gobelins
Les leçons de la Commune

Correspondance :

« le prolétaire »
B.P. 375, MARSEILLE-Colbert

Versements :

« le prolétaire »
C. C. P. 2202-22, MARSEILLE

Abonnements :

« le prolétaire »
1 an : 10 F (100 FB)
6 mois : 5 F (50 FB)
(pli fermé : 15 et 7,50 F)
« programme communiste »
1 an : 15 F (150 FB)
« programme communiste »
et « le prolétaire »
1 an : 25 F (250 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :

Prénoms :

Adresse :

.....

.....

★ « prolétaire » : 6 mois.

★ « prolétaire » : 1 an.

★ « programme communiste »

★ combiné.

(entourer l'étoile)